



LE PREFET DE LA MARTINIQUE  
DELEGUE DU GOUVERNEMENT POUR L'ACTION DE L'ETAT EN MER

Division action de l'Etat en mer

## ARRETE PREFECTORAL N° 2016-65

**Portant autorisation de larguer des sondes atmosphériques dans la zone économique exclusive au large de la Martinique et de la Guadeloupe**

**Le Préfet de la Martinique**

Délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer aux Antilles

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU la convention des Nations Unies sur le droit de la mer signée à Montego Bay le 10 décembre 1982 ;
- VU le protocole du 17 novembre 1996 à la convention du 29 décembre 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets ;
- VU le code de l'environnement et notamment son article L218-43 ;
- VU la loi n° 71-1060 du 24 décembre 1971 relative à la délimitation des eaux territoriales françaises ;
- VU la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République ;
- VU le décret n° 78-276 du 6 mars 1978 portant création, en application de la loi du 16 juillet 1976, d'une zone économique au large des côtes du département de la Guadeloupe ;
- VU le décret n° 78-277 du 6 mars 1978 portant création, en application de la loi du 16 juillet 1976, d'une zone économique au large des côtes du département de la Martinique ;
- VU le décret n° 81-609 du 18 mai 1981 portant publication de la convention de délimitation des espaces maritimes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie signée à Paris le 4 mars 1981 ;
- VU le décret n° 89-302 du 8 mai 1989 portant publication de la convention de délimitation maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Dominique, faite à Paris le 07-09-1987 ;
- VU le décret n° 99-324 du 21 avril 1999 définissant les lignes de base droites et les lignes de fermeture des baies servant à la détermination des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur des eaux territoriales françaises adjacentes aux régions Martinique et Guadeloupe ;
- VU le décret n° 2005-1514 du 06 décembre 2005, relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer ;
- VU le décret n° 2010-68 du 15 janvier 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de La Barbade relatif à la délimitation des espaces maritimes entre la France et La Barbade, signé à Bridgetown le 15 octobre 2009 ;

- VU la demande présentée par le Deutsches Zentrum für Luft und Raumfahrt le 30 mars 2016 ;
- VU l'avis de la Direction de la mer de Martinique en date du 27 avril 2016 ;
- VU l'avis du Service Hydrographique et océanographique de la marine en date du 27 avril 2016;

**CONSIDERANT** que la campagne envisagée par le Deutsches Zentrum für Luft und Raumfahrt (DLR) comporte l'utilisation de sondes atmosphériques larguées au-dessus de la zone exclusive économique française au large de la Guadeloupe et de la Martinique ;

**CONSIDERANT** l'intérêt scientifique du projet mené par le DLR, destiné à améliorer la sécurité de la navigation aéronautique commerciale entre les Antilles et l'Europe ;

**CONSIDERANT** que l'avion de type « Gulfstream » utilisé par le « Deutsches Zentrum für Luft und Raumfahrt » est un avion spécialement équipé pour conduire des mesures atmosphériques ;

**CONSIDERANT** dès lors que l'élimination dans la mer des sondes atmosphériques utilisées ne saurait être assimilé à une immersion de déchets au sens de la convention de Londres de 1972, de son protocole de 1996 et du code de l'environnement, puisque cette immersion est la conséquence de mesures scientifiques et ne vise pas l'élimination d'une quelconque substance ;

**SUR proposition du commandant de zone maritime ;**

## **AR R E T E**

### **Article 1 :**

Le Deutsches Zentrum für Luft und Raumfahrt est autorisé à procéder au largage de sondes atmosphériques au-dessus de la zone économique exclusive française au large de la Guadeloupe et de la Martinique entre le 1<sup>er</sup> août et le 30 septembre 2016 dans le cadre de sa campagne scientifique « NARVAL » visant à améliorer la connaissance des conditions atmosphériques entre l'Europe et la mer des Caraïbes.

### **Article 2 :**

Les sondes larguées sont des sondes du type « Vaisala RD94 » d'un poids maximal de 350 grammes et équipées chacune d'un parachute. Jusqu'à vingt sondes pourront être larguées depuis une altitude comprise entre 15 000 et 50 000 pieds au cours de chacun des quinze vols menés par un avion de type « Gulfstream ».

### Article 3 :

L'opération sera menée conformément aux règles de l'air et de manière à minimiser les risques de dommage sur un navire lors de la descente des sondes sous parachute. Elle n'est pas autorisée au-dessous de la mer territoriale française.

Le Deutsches Zentrum für Luft und Raumfahrt répondra de tout dommage causé par l'une des sondes déployées.

Fort-de-France, le 26 JUL. 2016

Le préfet de la Martinique



Fabrice RIGOULET-ROZE

**DESTINATAIRES :**

Deutsches Zentrum für Luft und Raumfahrt

**COPIES :**

Préfecture de la Martinique (Pour insertion au RAA)

Commandement de la zone maritime aux Antilles

Direction de la mer de la Martinique

Direction de la mer de la Guadeloupe

Agence des Aires Marines Protégées

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Martinique

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Guadeloupe

CROSS Antilles-Guyane

Centre des opérations des Forces Armées aux Antilles

Division « action de l'Etat en mer »